

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TARANIS DU ROUVRAY

16 RUE GAILLON
75002 Paris

Références : UDRD-2026-05-T-205
Code AIOT : 0005801362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement TARANIS DU ROUVRAY implanté 15, Rue Désiré Granet 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les grandes installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, pour lesquelles les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives aux grandes installations de combustion (BREF LCP) sont déjà applicables.

Ce contrôle consiste à vérifier une partie des meilleures techniques disponibles applicables à ces installations dont :

- le type de combustible utilisé dans l'installation de combustion ;

- les périodes OTNOC ;
- le respect des valeurs limites d'émission imposées issues des NEA-MTD du BREF LCP ;
- le respect des nouvelles fréquences de contrôle et des nouveaux paramètres à surveiller ;
- le contrôle sur site des systèmes de traitement de fumées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARANIS DU ROUVRAY
- 15, Rue Désiré Granet 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise TARANIS DU ROUVRAY, filiale de la société IDEX INDUSTRIE, est un producteur d'énergie. Historiquement, il avait une activité de production de vapeur pour la papeterie voisine DS SMITH. Les installations de production de vapeur sont les chaudières 8 (au charbon), 10, 11 et 14 (au gaz). Cette activité est arrêtée depuis octobre 2024.

L'entreprise conserve son activité de production d'électricité. Elle dispose sur son site d'installations de production de vapeur et d'électricité (unité de cogénération y compris les chaudières 12 et 13 et leur turbine à vapeur et 32 moteurs au gaz naturel). Cette activité n'est pas continue. Elle dépend du marché de la capacité de production électrique.

La puissance thermique totale des installations est de 495,6 MW (classement sous rubrique 3110). C'est donc un site relevant de la directive européenne dite "IED" dont le BREF principal est le BREF LCP.

L'établissement comporte notamment une grande installation de combustion (LCP) dotée des appareils suivants soumis au BREF LCP :

- Deux turbines à gaz à circuit ouvert (OCGT) à faible émission de 102 MWth chacune consommant du gaz naturel et mise en service (MES) en 2001 ;
- Deux chaudières de 64 MWth chacune consommant du gaz naturel avec une MES en 2001.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 BREF LCP
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3	Demande d'action corrective	2 mois
3	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
4	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
6	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Conditions de respect des VLE - Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Demande d'action corrective	1 mois
9	VLE chaudière A < 01/11/2010	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)	Demande d'action corrective	1 mois
10	VLE turbine A < 01/01/14	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11-II-c	Demande d'action corrective	1 mois
11	Surveillance SO ₂ - GN exclusivement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-III	Demande d'action corrective	5 mois
13	Surveillance poussières - cas 1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-III	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I	Sans objet
8	Systèmes de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Sans objet
12	Surveillance NO _x - autres cas	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I	Sans objet
14	Surveillance CO - autres cas	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-III	Sans objet
15	Surveillance paramètres - autres cas	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :

1. Le plan de gestion OTNOC n'a pas été rédigé et implémenté ;
2. Les périodicités pour le dioxyde de soufre et les poussières ne sont pas respectées.
3. Il n'a pas pu être procédé au contrôle du respect des VLE pour la surveillance en continu des paramètres concernés (NO_x et CO).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I
Thème(s) : Actions nationales 2026, Combustibles
Prescription contrôlée : I.L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature.
Constats : L'installation utilise actuellement du gaz naturel. En effet, la chaudière à charbon est à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3
Thème(s) : Actions nationales 2026, OTNOC : plan de gestion
Prescription contrôlée : Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ;- établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;- vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;- évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de plan de gestion OTNOC conforme aux dispositions du présent article. L'installation de combustion ne dispose pas d'un système de traitement des fumées (TF). Les seuls systèmes ayant une influence sur les émissions atmosphériques sont donc les appareils de combustion eux-mêmes. Les turbines à gaz (TAG) sont des turbines à faible émissions. Les chaudières ne sont pas équipées de brûleurs spécifiques dédiés à réduire la production de polluants (ex: brûleur bas-NOx).

L'inspection a donc interrogé l'exploitant concernant le plan de maintenance préventive des appareils de combustion. Les TAG sont annuellement maintenus par le fournisseur. Concernant les chaudières, une inspection biannuelle est réalisée avec visite de la chambre de combustion. Les différents détecteurs de la chaudière sont inspectés annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2026, OTNOC : phase de démarrage et d'arrêt
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.
Constats : Les critères d'entrée et de sortie des phases de démarrage et d'arrêt n'ont pas été définis par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit définir des critères d'entrée et sortie des phases de démarre et d'arrêt suivant les exigences de la décision d'exécution 2012/249/ UE de la Commission du 7 mai 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1
Thème(s) : Actions nationales 2026, OTNOC : surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place une surveillance des émissions lors des phases OTNOC, et notamment il n'est pas réalisé de mesure périodique annuelle permettant d'estimer les émissions lors de phases de D/A.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place une surveillance des émissions lors des phases OTNOC, • pour les phases D/A, l'exploitant doit réaliser une mesure annuelle périodique par un organisme agréé.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions générales concernant la surveillance des rejets à l'atmosphère</p> <p>I. - L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre II du présent titre rejetés par son installation. Le programme de surveillance comprend notamment les dispositions prévues par la présente section.</p> <p>Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service de l'installation puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.</p> <p>En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis par l'arrêté préfectoral. Lorsque l'installation est modifiée, et en particulier lors d'un changement de combustible, les dispositions en matière de surveillance fixées dans l'arrêté préfectoral sont adaptées si nécessaire.</p> <p>II. - Lorsqu'une partie d'une installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui fonctionne un nombre limité d'heures d'exploitation est soumise à une valeur limite spécifique conformément aux articles 10, 11 et 12, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.</p> <p>III. - Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>IV. - La fréquence de surveillance ne s'applique pas lorsque l'appareil n'est mis en service qu'aux fins de mesurer les émissions.</p> <p>V. - Dans le cas des turbines à gaz, la surveillance est effectuée pour une charge de l'installation de</p>

combustion supérieure à 70 % pour la mesure des polluants suivants : NH3, NOx, CO, SO2, poussières.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un programme de surveillance. Cependant, la périodicité des mesures périodiques pour le SO2 et les poussières n'est pas observée.</p> <p>De même, l'inspection n'a pas pu constater le respect des VLE pour la mesure en continu car l'exploitant ne disposait pas d'un bilan dédié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit résorber les inobservations constatées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 32 : Dispositions relatives aux mesures périodiques</p> <p>I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.</p> <p>III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article 7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions</p>

correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.

Constats :

Les paramètres faisant l'objet d'une mesure périodique pour les turbines à gaz (TAG) et les chaudières sont les suivants :

- SO₂ à une périodicité semestrielle en dérogation à l'obligation de mesure en continu ;
- NO_x à une périodicité annuelle ;
- Poussières à une périodicité semestrielle en dérogation à l'obligation de mesure en continu ;
- CO à une périodicité annuelle.

L'inspection a contrôlé le respect de la périodicité pour l'année 2025 pour les TAG qui ont fonctionné sur cette période, et l'année 2024 pour les chaudières car elles n'ont pas été mises en marche sur l'année 2025.

Il a été relevé les éléments suivants décrits ci-après.

Concernant les TAG, la périodicité semestrielle pour les poussières et le SO₂ n'a pas été observée. En revanche, les paramètres restants ont bien été contrôlés à la périodicité exigée.

Concernant les chaudières, l'inspection n'a pas eu accès au rapport 2024 pour la seconde chaudière. Pour la première chaudière, la périodicité semestrielle pour les poussières et le SO₂ n'a pas été observée. En revanche, les paramètres restants ont bien été contrôlés à la périodicité exigée. Les mêmes observations ont été relevées pour la chaudière n°2 pour l'année 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer le rapport 2024 pour la seconde chaudière.

Pour les TAG et les chaudières, l'exploitant doit observer les périodicités exigées par le présent article, sauf si durant la période considérée les appareils n'ont pas été mis en marche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Conditions de respect des VLE - Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34

Thème(s) : Actions nationales 2026, Conditions de respect des VLE - Mesure continu

Prescription contrôlée :

Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître

que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites indiquées aux II des articles 10,11,12, et à l'article 13
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées aux I des articles 10,11 et 12 du chapitre II du présent titre ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées aux II des articles 10,11,12 et à l'article 13 du chapitre II du présent titre ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 35 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées aux articles 15 et 16 du présent arrêté, ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 14 du présent arrêté.

Pour les moteurs, les valeurs mesurées durant les périodes correspondant aux opérations d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation peuvent également être exclues après accord du préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral fixe des valeurs limites d'émissions adaptées, en concentration et en flux, ainsi que la durée maximale de ces périodes qui, cumulée avec la durée de l'ensemble des périodes d'exclusion visées à l'alinéa précédent, ne peut dépasser 5 % de la durée totale de fonctionnement des installations. La durée des périodes d'exclusion visées à l'alinéa précédent peut dépasser 5 % sans excéder 10 % pour les installations situées dans les zones non-interconnectées. Dans ce cas, l'exploitant devra disposer au plus tard le 1er juillet 2019 d'un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu à l'article 6 du présent arrêté.

Constats :

L'inspection n'a pas pu constater le respect des VLE annuelles, mensuelles et journalières pour la surveillance en continu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit présenter les éléments permettant d'objectiver le respect des VLE pour la mesure continu.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Systèmes de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2026, Dispositifs de réduction des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants.</p> <p>L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ; - l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne dispose pas de systèmes de traitement des fumées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE chaudière A < 01/11/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)
Thème(s) : Actions nationales 2026, VLE chaudière A < 01/11/2010
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Les dispositions du présent II s'appliquent aux chaudières de puissance supérieure ou égale à 15 MW dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>

d) Installations de combustion autorisées avant le 1er novembre 2010 :

Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses.

Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b du I de l'article 10 du présent arrêté.

Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du point b du I de l'article 10 s'appliquent.

Pour les installations de combustion exploitées moins de 1 500 heures par an, les valeurs limites d'émission annuelles ne s'appliquent pas.

Pour l'installation de combustion n°2 :

- SO₂
 - A : N/D
 - M : 35 mg/Nm³
 - J : 38,5 mg/Nm³
- NO_x
 - A : 100 mg/Nm³
 - M : 100 mg/Nm³
 - J : 110 mg/Nm³
- Poussières
 - A : N/D
 - M : 5 mg/Nm³
 - J : 5,5 mg/Nm³

Constats :

L'inspection n'a pas pu constater le respect des VLE annuelles, mensuelles et journalières pour la surveillance en continu. En revanche, sur les rapports des mesures périodiques de 2025 pour les TAG relèvent un respect des valeurs limites.

Pour la première chaudière, le rapport de l'année 2024 relève le respect des valeurs limites.

Pour la seconde chaudière, le rapport de l'année 2023 relève le respect des valeurs limites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer un bilan permettant de contrôler le respect des différentes VLE applicables à la mesure en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11-II-c
Thème(s) : Actions nationales 2026, VLE turbine A < 01/01/14
Prescription contrôlée : II. - Les dispositions du présent II s'appliquent aux turbines de puissance supérieure ou égale à 15 MW dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté. c) Turbines autorisées avant le 1er janvier 2014 : Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses. Les valeurs limites d'émission des lignes gaz naturel s'appliquent concernant la combustion de gaz naturel dans les turbines à deux combustibles. Dans le cas de turbines à gaz fonctionnant au gaz naturel et équipées de brûleurs bas-NOx par voie sèche, les valeurs limites d'émission en NOx s'appliquent uniquement lorsque les brûleurs fonctionnent en mode bas-NOx par voie sèche. Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b) du I du présent article. Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du I de l'article 11 s'appliquent. Pour l'installation de combustion n° 2: <ul style="list-style-type: none">• OCGT<ul style="list-style-type: none">◦ SO₂<ul style="list-style-type: none">▪ A : N/D▪ M : 10 mg/Nm³▪ J : 11 mg/Nm³◦ NOx<ul style="list-style-type: none">▪ A : 35 mg/Nm³▪ M : 50 mg/Nm³▪ J : 50 mg/Nm³◦ Poussières<ul style="list-style-type: none">▪ A : N/D▪ M : 10 mg/Nm³▪ J : 11 mg/Nm³• CCGT<ul style="list-style-type: none">◦ SO₂<ul style="list-style-type: none">▪ A : N/D▪ M : 10 mg/Nm³▪ J : 11 mg/Nm³◦ NOx<ul style="list-style-type: none">▪ A : 30 mg/Nm³

- M : 40 mg/Nm³
- J : 40 mg/Nm³
- Poussières
 - A : N/D
 - M : 10 mg/Nm³
 - J : 11 mg/Nm³

Constats :

L'inspection n'a pas pu constater le respect des VLE annuelles, mensuelles et journalières pour la surveillance en continu. En revanche, sur les rapports des mesures périodiques de 2025 pour les TAG relèvent un respect des valeurs limites.

Pour la première chaudière, le rapport de l'année 2024 relève le respect des valeurs limites.

Pour la seconde chaudière, le rapport de l'année 2023 relève le respect des valeurs limites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer le bilan sur l'année 2025 de la mesure en continu pour vérifier le respect des VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Surveillance SO₂ - GN exclusivement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-III

Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance SO₂ - GN exclusivement

Prescription contrôlée :

III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, après l'entrée en vigueur des délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :

Installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel

Mesure semestrielle

Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation

Constats :

Pour l'ensemble des appareils de combustion LCP, l'exploitant n'a pas mis en place une mesure en continu du SO₂.

En revanche, la périodicité semestrielle, en application à la dérogation prévue au présent article, n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se conformer à la prescription du présent article, soit en assurant une mesure périodique semestrielle pour les semestres où l'appareil est en fonctionnement soit en mettant en place une mesure en continu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 12 : Surveillance NOx - autres cas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance NOx - autres cas
Prescription contrôlée : I. - La concentration en NOX dans les gaz résiduaire est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.
Constats : Pour les appareils visés au présent article, l'exploitant a mis en place un système de mesure en continu des émissions (SMCE) pour les oxyde d'azote.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance poussières - cas 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-III
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance poussières - cas 1
Prescription contrôlée : III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques : Appareils de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel Mesure semestrielle
Constats : Pour l'ensemble des appareils de combustion LCP, l'exploitant n'a pas mis en place une mesure en continu des poussières.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En revanche, la périodicité semestrielle, en application à la dérogation prévue au présent article, n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant doit se conformer à la prescription du présent article, soit en assurant une mesure périodique semestrielle pour les semestres où l'appareil est en fonctionnement soit en mettant en place une mesure en continu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 14 : Surveillance CO - autres cas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-III
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance CO - autres cas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les appareils visés au présent article, l'exploitant a mis en place un système de mesure en continu des émissions (SMCE) pour le monoxyde de carbone.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance paramètres - autres cas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-II
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance paramètres - autres cas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance en oxygène, de la température, de la pression, de la vapeur d'eau</p> <p>I. - La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu.</p> <p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>[...]</p> <p>III. - Les dispositions du présent point s'appliquent aux chaudières, turbines et moteurs dont la puissance thermique est supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :</p>

L'exploitant détermine périodiquement le débit des fumées ou le mesure en continu.
<p>Constats :</p> <p>Pour les appareils visés au présent article, l'exploitant a mis en place un système de mesure en continu des émissions (SMCE) pour les paramètres visés au présent article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite